

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria  
du 8 au 26 août 2025

### Le chômage atteint 33,2 % au deuxième trimestre 2025 (StatsSA)

D'après la dernière publication de StatsSA sur le marché du travail (*Quarterly Labour Force Survey*), le nombre de chômeurs a augmenté de 140 000 au deuxième trimestre, pour atteindre 8,4 millions de personnes. Le taux de chômage a ainsi progressé de 0,3 point par rapport au trimestre précédent, à 33,2 % de la population active, soit toujours plus de 3 points au-dessus de son niveau de mars 2020, avant le déclenchement de la crise du Covid-19. Sur la période, le nombre total d'emplois a toutefois légèrement augmenté (+19 000), portant l'emploi à 16,8 millions. La publication souligne également une amélioration des conditions d'emploi : l'emploi informel a reculé (-19 000 postes), principalement dans les services communautaires et sociaux (-46 000), la finance (-37 000) et l'industrie manufacturière (-25 000), tandis que l'emploi formel a progressé (+34 000 postes), porté par l'industrie manufacturière (+19 000), le commerce (+16 000), la finance (+13 000), les mines (+10 000) et les services communautaires et sociaux (+4 000).

Les perspectives pour le marché du travail restent incertaines. Si l'allègement des contraintes logistiques, la stabilité accrue de l'approvisionnement en électricité et l'amélioration de la consommation des ménages devraient soutenir partiellement l'emploi, la détérioration attendue des conditions du commerce mondial devrait en contrepartie freiner sa progression.

## Sommaire:

### Afrique Australe

- La Chine renforce sa présence en Afrique

### Afrique du Sud

- Les productions manufacturière et minière augmentent (chiffres de juin) (StatsSA)
- Les ventes au détail et dans le secteur automobile augmentent (chiffres de juin) (StatsSA)
- L'inflation annuelle accélère au mois de juillet (StatsSA)

### Angola

- S&P maintient sa note souveraine à B- avec perspective stable (inchangée depuis février 2022)
- La banque à capital omanais *African Bank of Oman* fait son entrée au sein du système financier angolais
- L'Angola signe des accords financiers avec le Japon à l'occasion de la visite du Président dans l'archipel
- Le cycle de baisse de l'inflation s'inverse avec l'accélération mensuelle des prix à la consommation
- Un nouveau gisement de kimberlite découvert en Angola, une première en 30 ans

### Botswana

- Le Botswana déclare l'état d'urgence sanitaire face à une grave pénurie médicale
- La Banque centrale du Botswana maintient son taux directeur à 1,90 %

### Namibie

- La Namibie maintient son taux directeur à 6,75 % et voit des avantages à adopter la cible d'inflation sud-africaine

### Zambie

- La Zambie autorise l'exportation de 500 000 tonnes de maïs excédentaires
- La Banque centrale maintient son taux directeur à 14,5 % pour contenir l'inflation

# Afrique australe

## La Chine renforce sa présence en Afrique

Les exportations chinoises en Afrique ont atteint 122 milliards USD au premier semestre 2025, en hausse de 25% sur un an, dans un contexte marqué par une diminution des exportations chinoises aux États-Unis. Les exportations chinoises à destination de l'Afrique (principalement vers le Nigéria, l'Afrique du Sud et l'Égypte) ont déjà dépassé à la mi-année le total enregistré sur l'ensemble de l'année 2020, et pourraient franchir pour la première fois la barre des 200 Mds USD en 2025, principalement composées de machines et produits électroniques, de véhicules, de fer et d'acier, de textiles et de produits finis. La Chine tire parti des besoins en infrastructures du continent, tandis que la dépréciation du yuan renforce la compétitivité de ses produits. Parallèlement, le protectionnisme croissant des États-Unis facilite l'accès des pays africains aux biens chinois.

# Afrique du Sud

## Les productions manufacturière et minière augmentent (chiffres de juin) (StatsSA)

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), la production manufacturière a augmenté de 1,9 % en glissement annuel en juin (après une hausse de 0,7 % sur un an en mai). Les principales contributions positives ont été enregistrées pour les « produits alimentaires et boissons » (+6,0 %, soit une contribution de +1,4 point), ainsi que pour les « produits pétroliers, chimiques, caoutchouc et plastiques » (+1,9 %, soit +0,4 point). Si la progression annuelle peut sembler encourageante, elle relève avant tout d'un effet de base (faible production en juin dernier, dans un contexte d'élections et avant la formation du GNU), et la production manufacturière reste en recul de 1,7 % en moyenne sur les premiers mois de l'année 2025. En parallèle, la production minière a augmenté de 2,4 % en glissement annuel au mois de juin (après 0,3 % au mois de mai). Elle a été principalement portée par les platinoïdes (+3,0 %, soit une

contribution de +1,0 point), le charbon (+3,7 %, soit +0,8 point) et le minerai de chrome (+9,0 %, soit +0,5 point). A court terme, la volatilité persistante des marchés mondiaux, liée au régime tarifaire américain, pourrait soutenir les prix de certains minerais et, par conséquent, la production dans ces sous-secteurs. A moyen terme, des réformes visant à améliorer l'efficacité et la capacité des ports et du rail restent indispensables pour relancer l'activité.

## Les ventes au détail et dans le secteur automobile augmentent (chiffres de juin) (StatsSA)

Selon l'agence nationale des statistiques StatsSA, les ventes au détail ont augmenté de 1,6 % sur un an au mois de juin 2025. Cette hausse a été principalement tirée par les secteurs « textiles, vêtements, chaussures et articles en cuir », dont les ventes ont progressé de 4,6 % (contribution de 0,8 point à l'augmentation totale), et « bricolage, peinture et verrerie », qui ont enregistré une hausse de 5,4 % (contribution de 0,4 point). Cette croissance s'inscrit dans un contexte économique favorable pour les consommateurs, marqué par une inflation modérée et un début d'assouplissement monétaire.

StatsSA a également relevé une hausse de 3,1 % des ventes de véhicules en juin 2025 par rapport à l'année précédente. Les principaux contributeurs positifs à cette hausse ont été les ventes d'accessoires (+10,3 %, soit une contribution de 2,0 points), les ventes de véhicules neufs (+6,8 %, soit 1,6 point) et les ventes de véhicules d'occasion (+4,8 %, soit 1,0 point). En revanche, les plus importants contributeurs négatifs ont été les revenus des ateliers (-11,1 %, soit -0,6 point) et les ventes de carburant (-1,9 %, soit -0,5 point).

## L'inflation annuelle accélère au mois de juillet (StatsSA)

Selon l'agence nationale des statistiques (StatsSA), l'inflation annuelle des prix à la consommation a atteint 3,5% en glissement annuel au mois de juillet, après 3,0% en juin, se situant ainsi au-dessus de la cible prospective de 3% annoncée unilatéralement par le gouverneur de la

**Banque centrale (SARB) au mois de juillet** (le ministre des Finances rappelant de son côté que la fourchette cible de 3% à 6% restera officiellement en vigueur tant que le processus de consultation associant le National Treasury, le Cabinet et la Présidence n'aura pas été conclu). La hausse de l'inflation s'explique principalement par l'accélération des prix de l'alimentation et des boissons non alcoolisées (+5,7%, soit une contribution de 1,0 point), en lien avec des contraintes d'approvisionnement, ainsi que par le logement et les charges (+4,3%, contribuant également 1,0 point), la forte hausse étant soutenue par les ajustements annuels des tarifs municipaux. À l'inverse, les prix du transport ont reculé (-0,5%, soit -0,2 point). Ces pressions sur les prix sont jugées transitoires et ne devraient pas entraîner de modification de la politique monétaire de la banque centrale.

## Angola

### **S&P maintient sa note souveraine à B- avec perspective stable (inchangée depuis février 2022)**

L'agence S&P Global Ratings a maintenu les notes de crédit souverain de l'Angola à « B- » pour la dette à long terme et « B » pour la dette à court terme, avec perspective stable (15 août 2025). Cette décision reflète l'amélioration de la dette extérieure, tout en soulignant la vulnérabilité aux prix du pétrole et la nécessité de diversifier l'économie.

S&P prévoit une croissance soutenue par le secteur pétrolier et l'amélioration des activités non pétrolières en 2025-2026, mais relève la détérioration budgétaire et les besoins de financement élevés. Le déficit budgétaire moyen devrait atteindre 3,6% du PIB sur 2025-2028, contre des excédents moyens de 0,2% sur 2018-2022, en raison notamment de dépenses salariales accrues. L'émission d'Eurobonds prévue a été reportée, avec un recours à la dette intérieure (2,4 Mds USD) et à des opérations de gestion du passif avec des banques locales (1,9 Md USD, 1,5% du PIB). Le prochain remboursement d'Eurobonds en novembre 2025 est garanti par des actifs de 21,4 Mds USD (≈19% du PIB).

La production pétrolière a reculé de 8,5% au premier semestre 2025 en raison du vieillissement des champs, mais devrait se stabiliser à 1,1 million de barils/jour jusqu'en 2028, avec un prix moyen de 65 USD le baril. La dette publique générale, bien qu'inférieure aux niveaux de 2020 (54,6% du PIB en 2024 contre 108% en 2020), devrait croître progressivement. L'inflation restera élevée (20% en 2025, >10% sur cinq ans), et le secteur bancaire reste exposé à la dette publique (≈30% des actifs totaux). La perspective stable reflète l'attente que l'Angola dispose de ressources suffisantes pour honorer sa dette à court terme, sauf choc majeur sur le pétrole.

### **La banque à capital omanais African Bank of Oman fait son entrée au sein du système financier angolais**

La banque *African Bank of Oman* (ABO), créée à Luanda et à capital omanais, est autorisée par la banque centrale (BNA) à exercer une activité financière en Angola. Elle commencera ses opérations avec un capital social de 18 240 M AOA (environ 20 M USD), qui a été entièrement souscrit et libéré en espèces et valeurs d'actifs de la société (le montant du capital social minimum autorisé par la BNA est de 15 M AOA). ABO, constituée en société anonyme de droit angolais, compte comme actionnaires cinq sociétés ayant leur siège à Oman : *New Horizons Development* LLC ; *Western Ocean Investment* LLC ; *Southern Ocean Investment* LLC ; *Northern Breeze Investment* SPC et *Renaissance National Development* LLC. ABO sera dotée d'un conseil d'administration composé de 11 membres, avec un mandat de trois ans, renouvelable. Les relations entre l'Angola et Oman s'étaient renforcées après la signature à Mascate des accords de coopération bilatérale en décembre 2024 portant sur les secteurs du diamant, du pétrole et de la finance (instruments financiers et émission de dette souveraine). Avec cet enregistrement d'ABO, le système financier angolais compte à nouveau 22 établissements bancaires, car la banque russe VTB Africa, en Angola, est en phase de liquidation, après dissolution volontaire de ses actionnaires, en raison principalement des sanctions internationales contre la Russie. La « relation » d'entrée et de sortie entre Russes et Omanais dans le secteur



bancaire avec ABO et VTB s'est également produite récemment dans le secteur du diamant, avec la sortie de la multinationale russe Alrosa du capital des 2 plus grandes sociétés diamantifères angolaises - Catoca (SMC) et Luele (SML) - qui a été remplacée à ce même capital par le groupe omanais Taadeen (filiale du fonds souverain omanais).

## **L'Angola signe des accords financiers avec le Japon à l'occasion de la visite du Président dans l'archipel**

Ces accords ont été signés dans le cadre de la 9ème Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD9) qui a eu lieu du 20 au 22 août à Yokohama. La ministre angolaise des Finances a signé avec les institutions japonaises les principaux accords suivants : i) un protocole d'accord avec la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC) visant à soutenir des projets dans les secteurs de l'industrie, de l'énergie, de l'eau et des télécommunications ; ii) un accord avec la banque Mizuho sur des programmes de coopération financière ; et iii) des conventions de financement avec l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) visant à structurer des projets dans les secteurs de la télévision et de l'électricité. Dans le domaine de la télévision, l'accord financier est un don pour renforcer les systèmes de transmission dans la région sud de l'Angola et à soutenir l'expansion du réseau de transmission de la télévision numérique terrestre (TNT). En ce qui concerne l'énergie électrique, les fonds ont l'objectif de financer une nouvelle ligne de transmission entre les provinces de Huíla et de Namibe, dans le but de consolider la capacité de transport et de distribution du système national. Ces accords seront mis en œuvre par l'émission d'obligations, en recourant au marché des capitaux japonais.

## **Le cycle de baisse de l'inflation s'inverse avec l'accélération mensuelle des prix à la consommation**

En juillet, pour le deuxième mois consécutif, l'inflation mensuelle a de nouveau augmenté, passant de 1,21 % à 1,47 %, soit une accélération de 21 %. Pour

rappel, lors du dernier comité de politique monétaire (19 juillet 2025), la Banque nationale d'Angola (BNA) a maintenu son taux directeur à 19,5 %, pour la septième fois consécutive, afin de contenir les pressions inflationnistes, alors que l'inflation atteignait toujours plus de 20,7 % en glissement annuel en avril 2025 (en baisse continue depuis 10 mois après un pic à 31,1 % en juillet 2024). La courbe en glissement annuel devrait ainsi s'inverser en août et repartir à la hausse (après 28,2 % en 2024 et 19,5 % à fin juillet 2025). Les pressions inflationnistes résultant de la deuxième hausse des prix du gazole, le 4 juillet dernier, entraînant une augmentation de 50 % du coût des transports urbains à Luanda, semble en particulier avoir modifié le scénario de désinflation, alors que le FMI estime que l'impact sur l'inflation de la suppression des subventions aux carburants n'est que transitoire. Dans un environnement politique de plus en plus conflictuel et de tensions sociales, l'achèvement prévu de la réforme des subventions aux carburants dans le cadre de la base de référence actuelle a été reporté de fin 2025 à 2028.

## **Un nouveau gisement de kimberlite découvert en Angola, une première en 30 ans**

De Beers a annoncé la découverte majeure en Angola d'un champ de kimberlite, la roche connue pour abriter les diamants. Cette découverte, la première du genre pour le groupe depuis plus de trois décennies, intervient après son retour dans le pays il y a trois ans, et a été faite en étroite collaboration avec la société diamantaire publique angolaise ENDIAMA. Ce nouveau gisement de Kimberlite a été découvert dans la concession de Muconda située dans la province de Lunda-Sul, dans la région Nord-Est de l'Angola. De Beers en détient les droits (90 % de Beers et 10 % Endiama) pour 35 ans dont 5 ans de prospection. Le groupe avait signé en 2022 un accord avec le gouvernement angolais afin de reprendre l'exploration dans le pays, près de dix ans après ses dernières activités de prospection. La compagnie a depuis mené des levées aéroportées (relevés géophysiques ou géologiques effectués depuis un avion ou un hélicoptère) qui ont débouché sur des cibles de forage. L'Angola est le deuxième

exportateur de diamants en Afrique derrière le Botswana.

## Botswana

### **Le Botswana déclare l'état d'urgence sanitaire face à une grave pénurie médicale**

Le Botswana a déclaré l'état d'urgence sanitaire et mis en place un plan de 5 milliards BWP (environ 374 millions USD), en réponse à une grave pénurie de médicaments et de matériel médical. Cette crise résulte des difficultés économiques liées à la chute des ventes de diamants, aggravées par la réduction de l'aide américaine, qui finançait auparavant un tiers de la lutte contre le VIH. Le ministère de la Santé fait face à des dettes supérieures à 1 milliard BWP (environ 75 millions USD), principalement liées aux patients admis dans des hôpitaux privés pour des soins non disponibles publiquement, alors que 83 % de la population dépend du système public. Pour pallier l'effondrement de la chaîne d'approvisionnement, le gouvernement a également chargé l'armée de superviser la distribution d'urgence de médicaments et de matériel médical.

### **La Banque centrale du Botswana maintient son taux directeur à 1,90 %**

Lors de sa sixième réunion consécutive sans modification, la Banque centrale du Botswana a laissé son taux directeur inchangé à 1,90 %, citant des risques à la hausse pour l'inflation dans une économie nationale fragilisée. L'inflation, faible à 1,1 %, reste en dessous de la fourchette cible de 3 à 6 %, mais la banque a relevé ses prévisions à 3,5 % pour 2025 et 5,9 % pour 2026, contre 2,7 % et 4,6 % en juin, après l'élargissement en juillet de la marge de fluctuation du pula. Pour mémoire, le gouvernement a également autorisé une dépréciation annuelle de 2,76 % de la monnaie pour soutenir la compétitivité des exportations et protéger les réserves de devises. La Banque centrale a indiqué que sa politique monétaire devrait rester accommodante pour soutenir la reprise économique et limiter l'impact d'un contexte mondial morose.

## Namibie

### **La Namibie maintient son taux directeur à 6,75 % et voit des avantages à adopter la cible d'inflation sud-africaine**

Lors de sa réunion du 11-12 août 2025, le comité de politique monétaire (MPC) de la Banque de Namibie a décidé de maintenir le taux directeur à 6,75 %, une mesure visant à soutenir l'activité économique tout en préservant la parité du dollar namibien avec le rand sud-africain. Le gouverneur Johannes !Gawaxab a également indiqué que la Banque de Namibie voyait de potentiels avantages à adopter la cible d'inflation plus basse récemment proposée par la Banque centrale sud-africaine (SARB), qui vise à ancrer les prix à 3 % (en lieu et place de la cible officielle de 3% à 6%). Pour mémoire, en tant que membre de la zone monétaire commune avec l'Afrique du Sud, aux côtés du Lesotho et d'Eswatini, la Namibie aligne étroitement sa politique monétaire sur les décisions de la SARB. !Gawaxab a ainsi souligné que des niveaux d'inflation plus bas et stables favoriseraient l'investissement et la croissance. Cette stratégie s'inscrit dans un contexte de prévisions de croissance modestes et d'efforts pour maintenir la stabilité macroéconomique dans un environnement régional et mondial incertain.

## Zambie

### **La Banque centrale maintient son taux directeur à 14,5 % pour contenir l'inflation (Bank of Zambia)**

Lors de sa réunion de politique monétaire d'août, la Banque centrale de Zambie (*Bank of Zambia*) a décidé de maintenir son taux directeur à 14,5 % pour la deuxième fois consécutive, afin de consolider les progrès enregistrés sur l'inflation. Bien que celle-ci ait ralenti à 13 % en juillet 2025, contre un pic à 16,8 % en février, elle demeure largement au-dessus de la fourchette cible de l'institution monétaire, fixée à 6% - 8 %, tandis que persistent des incertitudes liées au commerce mondial et aux tensions géopolitiques. La Banque centrale prévoit désormais un retour de l'inflation dans la

fourchette cible dès le premier trimestre 2026, un an plus tôt que lors de ses prévisions de mai. A noter que la Zambie profite également de la hausse des prix du cuivre, son principal produit d'exportation, qui a entraîné une forte appréciation du kwacha cette année (+16% vis-à-vis de l'USD depuis le 1<sup>er</sup> janvier), contribuant à tempérer les pressions inflationnistes.

## **La Zambie autorise l'exportation de 500 000 tonnes de maïs excédentaires**

Le gouvernement zambien a autorisé l'exportation de 500 000 tonnes de maïs, suite à une récolte record de 3,7 millions de tonnes, contre moins de 1,5 million la saison précédente. Après couverture de la demande intérieure (2,7 millions de tonnes) et constitution des réserves stratégiques (500 000 tonnes), environ 500 000 tonnes restent disponibles pour l'exportation. Cette décision, qui suscite certaines inquiétudes liées au risque de sécheresse, est jugée positivement car elle pourrait générer près de 100 MUSD de recettes supplémentaires et renforcer les réserves du pays. La mesure vise également à offrir de meilleures opportunités aux agriculteurs locaux, y compris les petits exploitants, en leur permettant d'accéder à des contrats d'exportation plus rémunérateurs, et à renforcer la position de la Zambie comme fournisseur alimentaire fiable dans la région.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :  
[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo  
[jade.plancke@dgtresor.gouv.fr](mailto:jade.plancke@dgtresor.gouv.fr), [nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr](mailto:nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : [jade.plancke@dgtresor.gouv.fr](mailto:jade.plancke@dgtresor.gouv.fr), [nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr](mailto:nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr)